HAL
open science

Chronique de l'opinion publique 1995 : la volatilité de l'opinion à l'égard des gouvernants

Elisabeth Dupoirier, Gérard Grunberg

To cite this version:

Elisabeth Dupoirier, Gérard Grunberg. Chronique de l'opinion publique 1995 : la volatilité de l'opinion à l'égard des gouvernants. Pouvoirs - Revue française d'études constitutionnelles et politiques, 1996, 77, pp.193 - 206. hal-03197148

HAL Id: hal-03197148

https://sciencespo.hal.science/hal-03197148

Submitted on 13 Apr 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ÉLISABETH DUPOIRIER*
GÉRARD GRUNBERG*

LA VOLATILITÉ DE L'OPINION À L'ÉGARD DES GOUVERNANTS

L'année 1995 a été particulièrement chargée sur le plan politique. Elle a connu deux séquences bien distinctes, toutes deux marquées par des évolutions rapides et profondes de l'opinion publique. Le premier acte voit se jouer l'élection présidentielle et se termine par la victoire de Jacques Chirac. Le second, après l'intermède d'un bref « état de grâce », voit à nouveau se développer un climat de pessimisme et de défiance et s'achève sur l'explosion sociale de novembre-décembre.

I. PREMIER ACTE : LES SURPRISES DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

1. Le retournement de l'opinion

On a pu qualifier l'année 1994 d'« année Balladur »[1]. Le début de l'année 1995 confirme que le Premier ministre est le grand favori de l'élection présidentielle : le Parti socialiste, après le retrait de Jacques Delors, donne le spectacle de ses hésitations entre Henri Emmanuelli et Lionel Jospin, et Jacques Chirac est toujours largement distancé par le chef du gouvernement. L'affaire Schuller-Maréchal, qui éclate en février, met en cause les circuits de financement du RPR dans les Hauts-de-Seine, éclabousse Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur et président du conseil général, et atteint le Premier ministre, produisant une inversion de tendance. Le bouleversement du paysage politique se joue sur deux mois. Du début février au début mars, le Premier ministre passe de 22 % à 19 % des intentions de vote à l'IFOP, de 26 % à 18 % à BVA, de 28 % à 20 % à la SOFRES, tandis que Jacques Chirac passe dans le même temps de 17 % à 28 % à l'IFOP, de 18 % à 24,5 % à BVA et de 17,5 % à 27 % à la SOFRES. La cote d'avenir SOFRES d'Édouard Balladur passe de 65 % en janvier à 49 % au début avril. Celle de Jacques Chirac, dans la même période, passe de 45 % à 61 %.

---

* Élisabeth Dupoirier est directeur de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques (Centre d'étude de la vie politique française) et directeur de l'Observatoire interrégional du politique ; Gérard Grunberg est directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (Centre d'étude de la vie politique française).

1. Cf. Élisabeth Dupoirier et Gérard Grunberg, « L'année Balladur », *Pouvoirs*, n° 69, Le Seuil, 1995.

Quant à Lionel Jospin, qui s'installe à plus de 20 % d'intentions de vote après sa déclaration de candidature le 4 janvier, il voit sa cote d'avenir SOFRES passer de 30 % en janvier à 56 % en mars.

La cote SOFRES de « présidentialisation » s'établit en mars à 53 % pour Édouard Balladur, celle de Jacques Chirac s'envole à 62 %, celle de Lionel Jospin, désigné par le Parti socialiste en février, atteint 49 %.

2. La bataille des images

Le « portrait » des trois principaux candidats dressé par BVA pour *La Marche du siècle* tout au long du mois de mars montre qu'à quatre semaines du premier tour Jacques Chirac a gagné la « bataille des images ».

Le candidat socialiste Lionel Jospin[2] a une image d'honnêteté reconnue par un Français sur deux (48 %), qui laisse loin derrière les qualificatifs de « dynamique » (21 %), « rassembleur » (20 %) et « inspirant confiance » (18 %). Surtout, 5 % des Français seulement lui reconnaissent « la stature d'un président de la République » et 24 % jugent qu'il est « sans idée nouvelle ». Le portrait d'Édouard Balladur s'organise autour de trois qualificatifs positifs : « l'honnêteté » (38 %), « l'expérience » (27 %) et « la confiance » (25 %). Mais les qualités de rassembleur et d'homme proche des préoccupations quotidiennes ne lui sont reconnues que par moins de 20 % des Français. On le trouve enfin, comme le candidat socialiste, « sans idée nouvelle » (25 %) et 22 % jugent qu'il « n'a pas obtenu de résultats »[3]. La principale qualité de Jacques Chirac[4] s'inscrit en creux des portraits précédents. Face à l'honnêteté de Jospin, cumulée à l'expérience en ce qui concerne Balladur, Chirac incarne le dynamisme (44 %), le changement possible, la volonté de rupture à la fois avec les deux septennats socialistes et l'intermède balladurien.

Mis tous trois en concurrence par CSA début avril, Jacques Chirac est jugé, et de loin, « le plus à l'écoute des nouveaux problèmes de société », « le plus intéressant à écouter à la télévision » et « le plus proche des préoccupations quotidiennes des Français »[5]. Son discours de campagne est en outre davantage en phase avec l'évolution des Français vers une demande croissante d'État, qu'expriment fin mars 67 % des personnes interrogées par la SOFRES (contre 24 %)[6]. A cette date, la crédibilité de Jacques Chirac sur ses deux principaux concurrents est nettement installée. Il l'emporte en termes de dimension présidentielle, de capacité de rassemblement des Français et de réforme en profondeur de la société. Édouard Balladur n'est jugé le meilleur qu'en termes de maîtrise des déficits et Lionel Jospin ne prend l'avantage qu'en matière d'éducation, de lutte contre les inégalités et l'exclusion, et de retraite *(tableau 1)*. Jacques Chirac a ainsi réussi à convaincre une majorité relative des Français qu'il représente une alternative crédible au couple libéralisme-socialisme. Aux yeux de ses concitoyens, il est d'ailleurs celui qui a fait la meilleure

2. BVA/*La Marche du siècle*, 3-4 mars.
3. BVA/*La Marche du siècle*, 30 mars-1er avril.
4. BVA/*La Marche du siècle*, 23-25 mars.
5. CSA/*La Vie*, 3-6 avril.
6. SOFRES/*Le Monde*, 31 mars-3 avril.

Tableau 1
La crédibilité comparée des trois principaux candidats
(Source : BVA/*Paris-Match*, 6-10 avril 1995)

En pensant à l'idée que vous vous faites du prochain président de la République, dites-moi à qui faites-vous le plus confiance entre Édouard Balladur, Jacques Chirac et Lionel Jospin en ce qui concerne les points suivants :

	E. Balladur	J. Chirac	L. Jospin	Aucun	NSP
Avoir la dimension nécessaire pour être président	21 %	38 %	16 %	15 %	10 %
Rassembler les Français	16 %	35 %	19 %	20 %	10 %
Assurer la sécurité dans les villes et les banlieues	19 %	31 %	16 %	22 %	12 %
Redonner espoir aux Français	15 %	31 %	20 %	24 %	10 %
Avoir un vrai projet pour l'avenir de la France	14 %	30 %	19 %	24 %	13 %
Réussir la construction de l'Europe	20 %	27 %	20 %	18 %	15 %
Réformer en profondeur la société française	13 %	28 %	17 %	28 %	14 %
Lutter contre la corruption	18 %	23 %	20 %	26 %	13 %
Maîtriser les déficits publics	22 %	24 %	18 %	23 %	13 %
Lutter contre les inégalités sociales et l'exclusion	14 %	24 %	30 %	20 %	12 %
Inverser la courbe du chômage	17 %	23 %	16 %	31 %	13 %
Améliorer le système éducatif	14 %	24 %	33 %	16 %	13 %
Garantir l'avenir du système de sécurité sociale et des retraites	15 %	22 %	28 %	21 %	14 %

campagne pour le premier tour. Selon BVA, il est le seul candidat qu'une majorité relative de l'opinion ait trouvé « convaincant[7] ». D'une manière générale, il est, des trois principaux « présidentiables », celui qui « colle » le mieux aux enjeux prioritaires de l'élection.

Les résultats du premier tour confirmeront les pronostics qui donnaient l'avantage à Chirac sur Balladur, mais bouleversent l'ordre d'arrivée des candidats annoncé par les sondages : contrairement à toutes les prévisions, Jospin arrive en tête avec près de 3 points d'avance sur Chirac, lui-même suivi de près par Balladur. Sur les trois premiers candidats, les points d'erreur cumulés atteignent entre 9 et 12 points selon les instituts. En moyenne, ils ont donné 20 % à Jospin (erreur de 3 points), 18 % à Balladur (erreur de 0,5), mais 26 % à Chirac (erreur de 5,5 points). Cet écart important a déclenché des polémiques contre les instituts particulièrement

7. BVA/*France 2*, 15-16 avril.

Tableau 2
Les électorats de Jacques Chirac et Édouard Balladur au premier tour de l'élection présidentielle
(Source : Enquête post-électorale CEVIPOF/SOFRES)

	Vote Chirac	Vote Balladur	Écart Chirac/Balladur
Age			
18-24 ans	20 %	12 %	+ 8
25-29 ans	22 %	12 %	+ 10
30-34 ans	20 %	15 %	+ 5
35-39 ans	18 %	10 %	+ 8
40-49 ans	21 %	15 %	+ 6
50-64 ans	21 %	23 %	-2
65 ans et plus	21 %	31 %	-10
Profession de la personne interrogée			
Agriculteur	31 %	18 %	+ 13
Commerçant-artisan	33 %	20 %	+ 13
Cadre supérieur - profession libérale	27 %	16 %	+ 11
Enseignant	11 %	12 %	-1
Profession intermédiaire	19 %	16 %	+ 3
Employé	17 %	12 %	+ 5
Personnel de service	24 %	19 %	+ 5
Ouvrier qualifié	16 %	8 %	+ 8
Ouvrier non qualifié	20 %	7 %	+ 13
Chômeur	15 %	10 %	+ 5
Inactif	21 %	25 %	-4
Ensemble	**20,5 %**	**18,5 %**	**+ 2**

vives, que les sondages du second tour, plus proches des résultats, n'ont pas pu cependant effacer.

3. Le sens de l'élection

Au lendemain de la victoire de Jacques Chirac, les enquêtes confirment que, pour les Français, cette élection traduit avant tout une volonté de changement et de réformes pour le pays (68 %), plutôt qu'une victoire de la droite sur la gauche (26 %). La confiance à l'égard de Jacques Chirac va d'abord à sa capacité supposée de régler le problème du chômage qui demeure la préoccupation unanime (92 %). Mais sur la demande du traitement du dossier de la protection sociale, que 55 % des Français jugent aussi prioritaire, le crédit de confiance du nouveau président n'est que de 25 %[8].

L'analyse des électorats Chirac et Balladur du premier tour à partir de l'enquête post-électorale CEVIPOF/SOFRES[9] confirme la large diffusion

8. SOFRES/*Le Monde*/*La Marche du siècle*, 10 mai.

9. Voir aussi, sur la sociologie des électorats, P. Perrineau et C. Ysmal (éd.), *Le Vote de crise*, Presses de Sciences Po, 1995 ; et J. Jaffré, « Les scrutins du printemps 1995 », *Pouvoirs*, n° 75, 1995.

Tableau 3
Les électorats de Jacques Chirac et Lionel Jospin au second tour de l'élection présidentielle
(Source : Enquête post-électorale CEVIPOF/SOFRES)

	Vote Chirac	Vote Jospin
Age		
18-24 ans	53 %	47 %
25-29 ans	47 %	53 %
30-34 ans	45 %	55 %
35-39 ans	41 %	59 %
40-49 ans	51 %	49 %
50-64 ans	58 %	42 %
65 ans et plus	60 %	40 %
Profession de la personne interrogée		
Agriculteur	76 %	24 %
Commerçant-artisan	82 %	18 %
Cadre supérieur - profession libérale	52 %	48 %
Enseignant	26 %	74 %
Profession intermédiaire	47 %	53 %
Employé	46 %	54 %
Personnel de service	48 %	52 %
Ouvrier qualifié	34 %	66 %
Ouvrier non qualifié	41 %	59 %
Chômeur	44 %	56 %
Inactif	59 %	41 %
Ensemble	**53 %**	**47 %**

sociale du vote en faveur de Jacques Chirac qui l'emporte sur le Premier ministre sortant dans toutes les catégories d'actifs (à l'exception des enseignants) et les classes d'âge de moins de 50 ans. Édouard Balladur ne conserve l'avantage que dans les catégories traditionnellement légitimistes des inactifs, des plus de 50 ans, des catholiques pratiquants réguliers et des possesseurs d'un patrimoine élevé *(tableau 2)*. Au second tour, le vote des couches populaires et moyennes va d'abord au candidat de la gauche, tandis que Jacques Chirac l'emporte parmi les indépendants et les catégories les plus favorisées *(tableau 3)*.

L'extraordinaire popularité du nouveau couple de l'exécutif est à la hauteur des espoirs mis dans cette alternance d'un type particulier. La cote IFOP du nouveau président est la plus haute jamais enregistrée à l'occasion d'une prise de fonction depuis l'élection du général de Gaulle en 1965 : 59 % de bonnes opinions, soit un score très proche de celui de 61 % recueilli par le fondateur de la Ve République. C'est aussi, à l'exception de François

10. Indice de popularité : différentiel entre bonnes et mauvaises opinions.

Tableau 4
L'évolution de la popularité des présidents et de leurs Premiers ministres au cours des six premiers mois des septennats sous la Ve République
(Source : Baromètres de popularité de l'IFOP)

	Indice de popularité Ire mesure*	Indice de popularité en décembre de l'année d'élection**	Évolution de l'indice
Les présidents			
Charles de Gaulle	+ 31	+ 39	+ 8
Georges Pompidou	+ 23	+ 18	– 5
Valéry Giscard d'Estaing	+ 20	+ 10	– 10
François Mitterrand (1981)	+ 38	+ 15	– 23
François Mitterrand (1988)	+ 25	+ 7	– 18
Jacques Chirac	+ 37	– 33	– 70
Les Premiers ministres			
Georges Pompidou	+ 1	+ 10	+ 9
Jacques Chaban-Delmas	+ 36	+ 22	– 14
Jacques Chirac	+ 24	+ 2	– 22
Pierre Mauroy	+ 39	+ 12	– 27
Michel Rocard	+ 35	– 3	– 38
Alain Juppé	+ 44	– 29	– 73

* L'indice de popularité est le solde des opinions positives et des opinions négatives
** Sauf Charles de Gaulle : mesure en juillet 1966.

Mitterrand en 1981, le plus fort indice de popularité[10] : + 37 (+ 38 en 1981). Il en va de même pour Alain Juppé qui, avec 63 % de bonnes opinions et un indice de popularité de + 44, se distingue nettement de tous les Premiers ministres de la Ve République nommés en début de septennat *(tableau 4)*. Le nouveau gouvernement fait l'objet d'un large consensus de satisfaction. Les deux tiers des personnes interrogées par CSA[11] pensent que l'équipe réunie autour d'Alain Juppé illustre « tout à fait » (23 %) ou « plutôt » (43 %) le renouvellement souhaité par les Français, et ce sentiment positif est partagé par la majorité des électorats du premier tour. 62 % des Français (contre 36 %) croient qu'« avec ce gouvernement, les choses vont changer ». Confiance et attentes sont donc considérables.

II. Deuxième acte : la déception

1. Le retour en force du pessimisme

Le capital de confiance et de popularité va fondre rapidement. Entre juillet et octobre, l'indice d'optimisme-pessimisme de la SOFRES passe de – 40 à – 60. La crainte à l'égard du risque personnel de chômage, mesurée régulièrement par la SOFRES depuis 1990, concerne, en septembre 1995, 55 % des Français (au lieu

11. CSA/*La Vie*, 18 mai.
12. SOFRES/Journaux de province, 23-25 août.

Tableau 5
Le jugement sur l'action du gouvernement Juppé
(Source : Louis-HARRIS/*Valeurs actuelles*, 3-4 novembre 1995)

A l'heure actuelle, diriez-vous que le gouvernement fait tout ce qu'il faut ou ne fait pas tout ce qu'il faut pour…:

	Fait tout ce qu'il faut	Ne fait pas tout ce qu'il faut	NSP
Assurer la sécurité	69 %	28 %	3 %
Renforcer la place de la France dans le monde	47 %	45 %	8 %
Moderniser les services publics	40 %	45 %	15 %
Défendre la protection sociale	32 %	60 %	8 %
Lutter contre l'immigration clandestine	31 %	56 %	13 %
Relancer l'activité économique	29 %	62 %	9 %
Réduire les déficits publics	27 %	65 %	8 %
Réformer la fiscalité	24 %	64 %	12 %
Faire reculer le chômage	23 %	70 %	7 %

de 48 % en novembre 1993 au début de la cohabitation)[12]. Début novembre, l'enquête Louis-HARRIS pour *Valeurs actuelles*[13] confirme le pessimisme des Français : 69 % pensent que du point de vue économique et social la situation de la France « va plutôt en se dégradant », 24 % la jugent « sans changement », 6 % « en amélioration ». Un Français sur deux estime également que la situation financière de son ménage « va en se dégradant » (contre 41 % qui la jugent sans changement). La crédibilité du gouvernement est durement atteinte : 70 % des Français jugent qu'« il ne fait pas ce qu'il faut » pour faire reculer le chômage, 62 % doutent de son action en matière de relance économique, 65 % de sa capacité à réduire les déficits publics et 60 % à défendre la protection sociale *(tableau 5)*. La déception des Français se lit à la manière dont ils évaluent la politique du nouveau gouvernement comparée à celle d'Édouard Balladur : 35 % perçoivent un changement, mais 61 % y voient la continuité de l'action[14]. Ce sont les aspirations au changement qui sont déçues.

2. Deux mesures impopulaires

Deux décisions vont contribuer à nourrir le mécontentement et la déception. Fin août, la décision de Jacques Chirac de reprendre les essais nucléaires dans le Pacifique est d'emblée mal accueillie par les Français, convaincus par ailleurs du bien-fondé de la force de dissuasion nucléaire : 72 % des Français pensent en effet que la France a besoin de la force de dissuasion et des forces classiques pour assurer sa défense[15], mais 63 % se déclarent hostiles à la reprise des

13.Louis-HARRIS/*Valeurs actuelles*, 3-4 novembre.
14.SOFRES/*Le Nouvel Observateur*, 1er-2 septembre.
15. SOFRES/SIRPA, 21-23 juin.

essais nucléaires. Le clivage est d'abord politique : 88 % des sympathisants de gauche y sont hostiles ; 52 % des UDF et 62 % des RPR sont favorables[16]. Mais il est aussi social : les femmes et surtout les jeunes de moins de 35 ans réagissent encore plus mal à la décision présidentielle : environ 70 % y sont hostiles. Le président « paie comptant » cette initiative par une chute brutale de sa cote de popularité d'août ou de septembre, selon le moment de la mesure choisi par les instituts *(tableau 6)*.

La seconde décision émane du gouvernement et concerne le gel des salaires des fonctionnaires pour l'année 1996. A la veille de la journée de grève des fonctionnaires du 21 octobre décidée contre cette mesure, 71 % des personnes interrogées par CSA estiment que les grévistes ont raison « car ils défendent leurs droits et ceux des salariés », contre 19 % qui estiment qu'« ils ont tort car ils ont la chance d'avoir un emploi et ils défendent leurs privilèges ». 72 % se sentent au total solidaires de ceux qui feront grève. Le thème des privilèges des fonctionnaires ne passe pas dans l'opinion, même si dans la même enquête près des deux tiers des Français ont le sentiment que ceux-ci ont plutôt tendance, en général, à augmenter et que 60 % estiment qu'il serait utile de remettre en cause les privilèges liés à la fortune et au pouvoir[17]. Deux études de la SOFRES permettent de comprendre le réflexe de solidarité qui s'ébauche. L'une, au début septembre, montre que le secteur public est valorisé comme seul rempart efficace contre la crise : une majorité relative des Français (majorité absolue des moins de 25 ans) conseillerait plutôt à un jeune d'aller travailler dans le secteur public que dans le secteur privé, jugé plus avantageux sur tous les aspects testés, à l'exception des salaires[18] ; l'autre, en novembre, qui teste l'image des élites, montre que les Français ont l'impression que l'ascenseur social est cassé, au moment où la question du chômage des jeunes n'a jamais été plus lancinante : à la question « pour un enfant de milieu modeste, diriez-vous qu'il est plus facile ou plus difficile qu'autrefois d'accéder aux élites dirigeantes ? », 59 % des Français répondent que c'est plus difficile, alors qu'ils n'étaient que 39 % en octobre 1989[19]. Les élites apparaissent donc au plus grand nombre comme un groupe fermé et inaccessible. C'est, à n'en point douter, l'un des aspects importants de la « fracture sociale ». En octobre, les cotes de popularité du Premier ministre s'effondrent : – 33 à BVA, – 18 à la SOFRES, – 30 à l'IFOP et – 19 à CSA *(tableau 7)*.

3. La montée de la combativité sociale

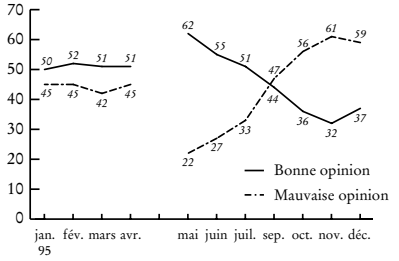
Selon le baromètre SOFRES/*Figaro Magazine*, la proportion des Français qui pensent qu'« il y aura dans l'avenir beaucoup de conflits sociaux » passe de 63 % en juin à 82 % en octobre. Dans le même temps, ceux qui pensent que ces conflits risquent d'« entraîner le recours aux affrontements et à la violence » passent de 39 % à 55 %.

L'image des syndicats s'améliore. Selon la SOFRES, la confiance, même si elle reste encore minoritaire, gagne

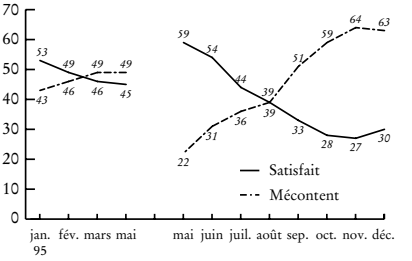
16. BVA/*Observez*, 1er septembre.
17. CSA/*L'Humanité-Dimanche*, 5-6 octobre.
18. SOFRES/*Le Figaro Magazine*, 9 septembre.
19. SOFRES/*L'Expansion*, 17-18 novembre.

Tableau 6 – **Les baromètres de popularité du président de la République***

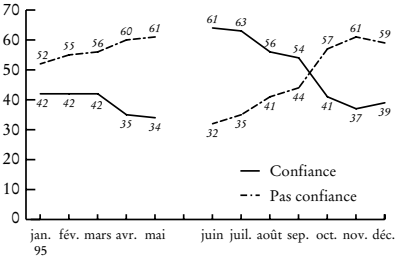
« Quelle opinion avez-vous de … en tant que président de la République ? » (BVA/*Paris Match*)



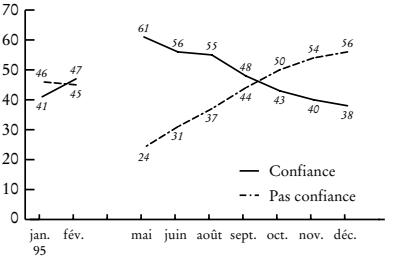
« Êtes-vous satisfait ou mécontent de … comme président de la République ? » (IFOP/*Journal du dimanche*)

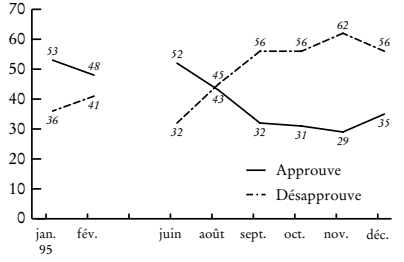


« Faites-vous confiance, plutôt confiance ou pas du tout confiance à … pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement ? » (SOFRES/*Figaro Magazine*)



« Faites-vous confiance ou pas confiance au président de la République … pour affronter efficacement les principaux problèmes qui se posent au pays ? » (CSA/*La Vie*)



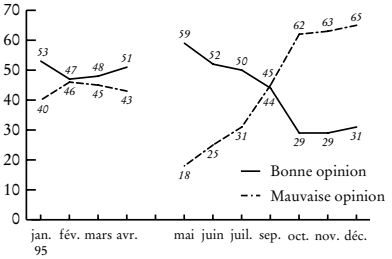


« Approuvez-vous ou désapprouvez-vous l'action de … comme président de la République ? » (GALLUP/ *L'Express*)

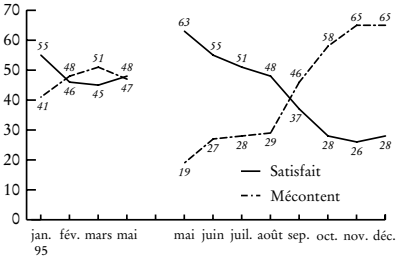
* François Mitterrand jusqu'en mai ; Jacques Chirac sur le reste de l'année.

Tableau 7 – **Les baromètres de popularité du Premier ministre***

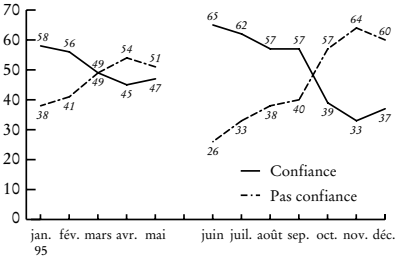
« Quelle opinion avez-vous de … en tant que Premier ministre ? » (BVA/*Paris Match*)



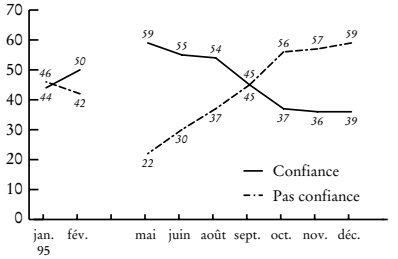
« Êtes-vous satisfait ou mécontent de … comme Premier ministre ? » (IFOP/*Journal du dimanche*)

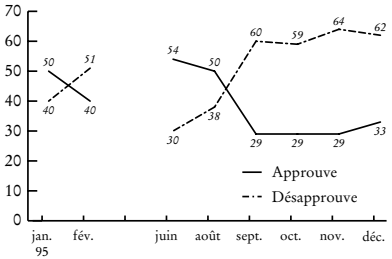


« Faites-vous confiance, plutôt confiance ou pas du tout confiance à … pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement ? » (SOFRES/*Figaro Magazine*)



« Faites-vous confiance ou pas confiance au Premier ministre … pour affronter efficacement les principaux problèmes qui se posent au pays ? » (CSA/*La Vie*)





« Approuvez-vous ou désapprouvez-vous l'action de … comme Premier ministre ? » (GALLUP/*L'Express*)

* Édouard Balladur jusqu'en mai ; Alain Juppé sur le reste de l'année.

6 points par rapport à 1994 et s'établit à 44 % (contre 49 %). Elle est devenue majoritaire parmi les moins de 25 ans (53 % contre 42 %) et les salariés du secteur public (53 % contre 45 %). A l'amélioration de la confiance s'ajoute un net progrès du sentiment de représentativité qui gagne 12 points en un an : 45 % des Français estiment que les syndicats traduisent bien les aspirations et les revendications des travailleurs, 50 % partageant néanmoins l'avis inverse.

Dans ce contexte, une majorité de Français (53 % contre 33 %) souhaitent désormais que les organisations syndicales « relancent les actions revendicatives » et 54 % des salariés (contre 43 %) se déclarent par ailleurs disposés à participer à une journée d'action pour protester contre la politique du gouvernement. Le potentiel de mobilisation a gagné 17 points par rapport à février 1994[20]. Interrogés par la SOFRES sur les sacrifices qu'ils seraient prêts à consentir « pour participer au redressement des finances de la France », un tiers des Français répondent « aucun », et parmi les sacrifices que l'on accepte d'envisager, les hausses d'impôts viennent en dernière position (impôt sur le revenu 11 %, TVA 8 %), la diminution des remboursements de médicaments, la plus volontiers acceptée, ne ralliant que 31 % des personnes interrogées[21].

4. L'explosion sociale

Le remaniement gouvernemental en novembre n'a pas eu d'impact dans l'opinion. Les deux tiers des Français doutent que « tout compte fait, avec ce nouveau gouvernement, les choses vont aller mieux »[22]. L'annonce du plan Juppé sur le système de protection sociale et les régimes spéciaux de retraite a, dès le départ, rencontré le scepticisme des Français. Interrogés en septembre par l'IFOP sur la question des réformes, ils s'étaient massivement (60 %) prononcés en faveur de « réformes concertées même si cela prenait du temps », plutôt que des réformes rapides (37 %)[23]. Et, s'agissant plus précisément de la Sécurité sociale, 73 % estimaient que c'était un bon système qu'il fallait conserver en l'adaptant, seuls 26 % pensant qu'il fallait complètement le repenser[24].

Dans ces conditions, les réactions aux mesures annoncées sans grandes précautions de communication sont d'emblée sévères. Selon CSA, 52 % des Français (contre 39 %) doutent de l'efficacité du plan[25]. Selon BVA, 68 % considèrent que la réforme annoncée par Alain Juppé « n'est pas conforme aux engagements pris par Jacques Chirac pendant la campagne présidentielle »[26]. Enfin, 63 % (contre 28 %) des Français estiment que le plan Juppé « ne répartit pas équitablement les efforts entre tous », efforts jugés à une très large majorité (69 %) « très importants », et surtout « trop importants » en ce qui concerne les

20. SOFRES/Journaux de province, 24-26 octobre.
21. SOFRES/*L'Expansion*, 6-7 octobre.
22. BVA/*Paris-Match*, 16-18 novembre.
23. IFOP/*Le Journal du dimanche*, 7-8 septembre.
24. SOFRES/*7 sur 7*, 27-28 octobre.
25. CSA/*Le Parisien*, 18 novembre.
26. BVA/*Le Monde*, 17 novembre.
27. SOFRES/*La Marche du siècle*, 24-26 octobre.

personnes à faible revenu (79 %), les chômeurs (66 %) et les retraités (51 %)[27].

Le mouvement étudiant, qui commence le premier, rencontre d'emblée la sympathie des Français : 80 %, selon BVA, y sont favorables. L'enquête réalisée auprès des étudiants par le même institut montre que 40 % d'entre eux doutent que leur formation leur permettra de trouver facilement un emploi, et une forte majorité estime qu'elle n'est pas suffisamment adaptée au monde de l'entreprise. L'angoisse est la plus vive parmi les étudiants des universités et particulièrement des étudiants en lettres[28].

La grève de la SNCF, qui s'engage à la fin du mois de novembre, suscite des avis partagés sur la légitimité des motifs du mouvement. 47 % des personnes interrogées par la SOFRES estiment que les revendications des fonctionnaires pour protester contre la modification de leur régime de retraite prévue dans le plan Juppé sont justifiées, mais 45 % partagent l'avis inverse[29]. Pourtant, 54 % se déclarent favorables à la grève du 24 novembre, 32 % la soutiennent et 22 % ont de la sympathie pour elle[30]. Le mouvement de sympathie, testé à plusieurs reprises tout au long du mois de décembre, ne se démentira pas. Le durcissement de la grève polarise les attitudes négatives à l'égard du gouvernement. A la mi-décembre, 55 % des Français (contre 40 %) ne font pas confiance au gouvernement pour « réussir à préserver le système de protection sociale » et 54 % (contre 39 %) souhaitent le retrait du plan Juppé qui mobilise contre lui 68 % des salariés du public mais aussi 58 % de ceux du privé[31]. Ces derniers expriment, à travers ce soutien au mouvement, une sorte de « grève par procuration » qui amène le gouvernement à reculer sur les mesures concernant les retraites pour préserver sa décision de réforme de la Sécurité sociale.

5. L'impopularité de l'exécutif

Le mouvement social qui s'achève laisse en décembre le couple exécutif dans l'état de forte impopularité installé en octobre *(tableaux 6 et 7)*.

Surtout, au terme de six mois d'exercice du pouvoir, Jacques Chirac et Alain Juppé sont dans la plus mauvaise situation jamais rencontrée depuis le début de la Ve République *(tableau 4)*. L'indice de popularité du président, solde des opinions positives et négatives, perd 70 points – la perte n'avait jamais dépassé 23 points pour ses prédécesseurs –, et la chute de l'indice du Premier ministre est de 73 points. Il est intéressant de noter, depuis le milieu des années soixante-dix, l'érosion accélérée des popularités du couple de l'exécutif, qui traduit en temps de crise économique les difficultés de la gouvernabilité. Après six mois, le nouveau pouvoir est d'autant plus fragilisé que la gauche, depuis l'élection présidentielle, a réalisé un étonnant *come back*.

6. Le retour de la gauche

Dès l'automne, deux enquêtes indiquent que la gauche est en train de retrouver une position de challenger qui paraissait compromise neuf mois plus tôt : selon

28. BVA/*Le Monde*, 2-8 novembre.
29. SOFRES/*7 sur 7*, 24-25 novembre.
30. CSA/*Le Parisien*, 20-22 novembre.
31. BVA/*Paris-Match*, 14-16 décembre.
32. Louis-HARRIS/*Profession politique*, 13 octobre.

Louis-HARRIS, 56 % des Français estiment que le Parti socialiste reviendra au pouvoir à l'occasion des prochaines élections législatives de 1998[32] et, selon l'IFOP, 55 % pensent que « si la gauche était aujourd'hui au pouvoir », elle ne ferait « ni mieux ni moins bien » que la droite, 24 % pensant qu'elle ferait mieux, 19 % « plus mal »[33]. Le redressement de crédibilité est confirmé par l'évolution des cotes de popularité des principales personnalités politiques. En décembre, parmi les cinq personnalités qui arrivent en tête de la cote de confiance BVA, trois sont socialistes : Jacques Delors (57 %), Lionel Jospin (49 %) et Jack Lang (45 %), aux côtés de Simone Veil (46 %) et Édouard Balladur (46 %). Jacques Chirac (39 %) et Alain Juppé (33 %) viennent loin derrière. La cote d'avenir des partis de la SOFRES confirme cette remontée. Le Parti socialiste, avec 49 %, devance nettement le RPR (44 %) et l'UDF (43 %).

7. L'Europe

Les attitudes des Français à l'égard de l'Europe n'ont pas connu d'évolutions notables depuis 1993. Les fonctions régaliennes d'une entité politique européenne continuent de rencontrer la faveur des Français. Pour 72 %, l'Europe, c'est le meilleur moyen de lutter contre la concurrence japonaise. Et pour 71 %, l'exemple de la Yougoslavie montre qu'il faut accélérer la construction de l'Europe pour pouvoir installer durablement la paix sur le continent. Enfin, une très courte majorité, avec une formulation particulièrement dure de la question, est favorable à ce que l'ECU, monnaie unique européenne, remplace définitivement le franc (49 % contre 48 %). En revanche, l'Europe demeure aux yeux d'une majorité des Français un danger du point de vue de l'immigration et du système de protection sociale : 67 % pensent que l'ouverture des frontières à l'intérieur de l'Europe ne permettra pas de contrôler l'immigration, tandis que 57 % estiment que la construction européenne met en danger notre système de protection sociale. Par ailleurs, 57 % estiment que les gouvernements ont délégué trop de pouvoirs à la Commission de Bruxelles. Mais, finalement, 59 % des personnes interrogées contre 38 % pensent que dans la construction européenne la France « a plus à gagner qu'à perdre », même si pour 81 % « il faut d'abord résoudre les problèmes français avant de s'engager plus avant dans l'Europe »[34].

L'année 1995 a connu une forte volatilité de l'opinion à l'égard des gouvernants. A neuf mois de distance, les gouvernements d'Édouard Balladur et d'Alain Juppé ont connu une forte impopularité après avoir bénéficié d'une

33. IFOP/*L'Événement du jeudi*, 22 octobre.
34. IFOP/ministère des Affaires européennes, 7-8 septembre.

large confiance. Mais l'impopularité du second a été plus sensible et plus brutale. En cette période de crise, l'usure gouvernementale n'a cessé de s'accélérer.